

CAP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1124

VENDREDI 15 JANVIER 2016

Dispensé de timbrage BREST CTC

Les trois priorités de 2016

Le 4 janvier, à l'occasion du premier conseil des ministres, le président de la République a fixé les trois grandes priorités du gouvernement pour 2016 : protéger les Français, lutter contre la précarité et pour l'emploi et préparer l'avenir.

La protection des Français reste la priorité. « L'état d'urgence sera donc, comme il a été prévu par la loi, prolongé, mais pas plus longtemps qu'il ne sera nécessaire », a annoncé François Hollande. Les sites les plus sensibles seront protégés et surveillés. Pour adapter la législation et répondre aux menaces, plusieurs textes portant sur la révision constitutionnelle, la procédure pénale, la lutte contre le crime organisé, ses financements et le trafic d'armes seront présentés au Parlement.

L'ensemble du gouvernement et de la majorité est engagé dans la lutte contre la précarité et pour l'emploi. D'abord pour veiller à la mise en œuvre des réformes importantes adoptées l'année dernière. Ainsi la prime d'activité va concerner 5 millions de salariés. La généralisation de la complémentaire santé va permettre à tous les salariés d'accéder aux soins, à un moindre coût.

Mais au-delà de la mise en application des réformes déjà votées, par la majorité parlementaire, de nouvelles dispositions seront encore adoptées en 2016 pour simplifier le code du travail, renforcer la négociation collective et instaurer un compte personnel d'activité.

Après consultation des partenaires sociaux, un plan pour l'emploi, sera présenté dans le courant du mois de janvier. Il comprendra notamment 500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi en 2016 et un « dispositif



Les Français attendent des résultats

exceptionnel, c'est-à-dire pour un temps limité, destiné à inciter à l'embauche dans les PME ». Le président de la République en présentera les éléments précis, le 18 janvier, devant le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE).

Troisième priorité, le gouvernement va maintenir ses efforts pour financer les investissements qui préparent l'avenir. Ainsi, dans le prolongement de la COP21 un grand chantier « sur le déploiement des énergies nouvelles, la rénovation des bâtiments, la mobilité et l'entretien de nos paysages sera lancé », a annoncé le Président, le 4 janvier. « Nous devons faire en sorte que la France reste le pays en avance, après la réussite de la COP21, dans la transition écologique et énergétique », a insisté le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll.

L'année 2016 sera aussi celle de la généralisation du tiers payant, de la mise en application de la réforme du collège, du plan numérique, de la justice du XXI^e siècle de la préparation de l'avenir avec nos universités et la recherche...

Les Français « attendent de notre équipe une cohésion de chaque instant, un engagement sans faille et, bien évidemment, des résultats », a rappelé le premier ministre.

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 14/01/2016



PRESSE
URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Décrochage

La lutte contre le décrochage scolaire commence à porter ses fruits. Entre 2014 et 2015, le nombre de « décrocheurs » a baissé de 20%. Ce phénomène touche un enfant d'ouvrier sur deux mais seulement 5% des enfants de cadres.

L'objectif fixé par le président de la République de réduire de moitié le nombre d'élèves quittant le système éducatif sans diplôme, d'ici la fin du premier quinquennat, est atteignable.

Ces bons résultats sont les fruits des nombreuses actions menées ces dernières années, et qui se sont accélérées depuis trois ans, avec la refondation de l'école. L'instauration, en 2014, d'un « droit au retour en formation » pour les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire sans diplôme et la création de micro-lycées, structures spécifiques d'accueil des décrocheurs, vont permettre d'intensifier ce mouvement de baisse. PS29

Chiffre de la semaine

700 millions d'euros

C'est le montant des crédits débloqués par le gouvernement pour financer le plan élevage, destiné à venir en aide aux agriculteurs.